

## Le crépuscule d'une époque

par Frédéric Lordon

mardi 7 juillet 2015

C'est une photo comme il y en a des milliers, certaines sympathiques, d'autres grotesques : un selfie. Deux ahuris font un selfie, regards béats et satisfaits. Ils se ressemblent comme deux gouttes d'eau. Ils sont visiblement très contents de leur coup, « on va le mettre sur Twitter pour les faire chier ». Arnaud Leparmentier et Jean Quatremer. On est jeudi 2 juillet, jour de manifestation de solidarité avec le peuple grec. Il y a une légende à la photo : « *Ça va Bastille ? Nous on est rive gauche* ».

En fait, oui, ça va, pas mal même. Et vous ?

\* \* \*

Une victoire électorale, fut-elle massive, n'a par soi aucun vrai pouvoir de dessillement du camp d'en face, ni d'endiguement des contre-vérités. On n'attendra donc pas des deux ahuris au selfie qu'ils renoncent à leurs scies préférées : « les contribuables européens ne veulent pas payer pour les fonctionnaires grecs » ; « et si la Grèce fait défaut, ce sont les retraités slovaques et allemands qui paieront pour eux » — soit le bon sens à front de bœuf.

Les contribuables européens ne payent pas pour les fonctionnaires grecs. Ils payent pour les épargnants européens. Car c'est une tuyauterie financière désormais entièrement circulaire qui prête aux Grecs pour qu'ils remboursent les créanciers — de ces euros-là qui circulent sous leur nez, les Grecs ne voient pas la couleur. Les contribuables européens ont d'abord payé pour la reprise publique des titres grecs détenus par les banques privées — un grand classique. Maintenant ils payent directement pour eux-mêmes — enfin certains pour d'autres. On progresse...

Voir aussi « Comment sauver vraiment la Grèce », *Le Monde diplomatique*, juillet 2015, en kiosques. Ils payent surtout en conséquence une des plus colossales erreurs de politique économique de l'histoire, inscrite il est vrai dans les traités européens et engendrée de leur fonctionnement quasi-automatique : forcer le retour vers les 3 %-60 % en pleine récession, a conduit à la destruction d'une économie, ni plus ni moins : 25 % de PIB en moins, 25 % de taux de chômage, tout le monde connaît ces chiffres qui sont désormais entrés dans l'histoire. Le plus étonnant, mais en réalité c'est un signe d'époque, c'est l'incapacité de ces données pourtant massives, données d'une faillite intellectuelle écrasante, à désarmer l'acharnement et déclencher le moindre processus cognitif de *révision*. Leparmentier et Quatremer continueront donc soit de soutenir que les traités n'y sont pour rien, soit de maintenir qu'il s'agissait de la seule politique possible, soit d'assurer que pour notre bonheur ça n'était pas

seulement la seule possible mais *la meilleure*. Soit de regarder ailleurs — les fonctionnaires grecs. Autisme et quasi-racisme (car il faut voir ce que depuis 2010 ces deux-là auront déversé sur « le Grec »). Bellicisme aussi d'une certaine manière, pour ceux qui n'ont que « l'Europe de la paix » à la bouche mais s'acharnent à jeter les uns contre les autres Grecs et « Européens » (les autres) — « contribuables européens » contre « fonctionnaires grecs », ou quand l'aveuglement idéologique n'hésite plus à répandre la discorde pour se donner libre cours : si le contribuable européen veut obtenir justice, qu'il la réclame au fonctionnaire grec. Eh bien non : si le contribuable européen veut obtenir justice, qu'il la réclame à ses gouvernants qui, « en son nom », ont pris la décision éclairée de le charger pour sauver les banques, et puis de charger la Grèce en s'adonnant à la passion macroéconomique des traités.

En matière de passions, Leparmentier et Quatremer n'ont pas que celle des contribuables : celle des retraités aussi (pourvu qu'ils ne soient pas grecs). « *Qu'est-ce que vous dites aux retraités de Bavière si la Grèce ne rembourse pas ?* » demande Leparmentier à Piketty qui répond à base de grande conférence sur la dette en Europe [1]. On pourrait répondre aussi que si les Bavarois avaient une retraite entièrement par répartition, cette question n'aurait même pas lieu d'être. On pourrait répondre que c'est bien ce qui arrive quand depuis des décennies on fait le choix de faire passer le financement de toutes les activités sociales — retraites, études universitaires, bientôt santé, etc. — par les marchés de capitaux, ce fléau voué à toutes les catastrophes. Et que, là encore, ça n'est pas « aux Grecs », mais à tous les gouvernants qui ont pris ce parti de la financiarisation qu'il faut s'adresser. Ou bien accepter que la retraite confiée aux marchés, ça fait... comme les marchés : ça va, ça vient, un mauvais investissement et c'est le bouillon. On pourrait d'ailleurs, et enfin, répondre qu'on n'a pas le souvenir d'avoir vu Leparmentier prendre fait et cause pour les retraités de la capitalisation lorsque les marchés d'actions se sont effondrés au début des années 2000, et toute la finance dans un bel ensemble en 2007-2008, au passage pour des pertes autrement considérables que celles qui suivraient d'un défaut grec — mais il est vrai qu'il n'y avait alors ni fonctionnaires grecs ni gouvernement de gauche à incriminer.

\* \* \*

Et maintenant que peut-il se passer ? L'« alternative de la table » est-elle dépassée si peu que ce soit ?

De 2005 à 2015, si l'on fait bien les comptes, on jouit une fois tous les dix ans. C'est bon à proportion de ce que c'est rare — avouons les choses, imaginer la tête des ahuris au selfie (et de tous leurs semblables) est spécialement délectable. Mais tout ceci n'implique pas de céder complètement à l'ivresse. Il n'y a

*rien* de significatif à gagner dans la négociation avec la troïka. Le scénario le plus avantageux est donc celui d'une reprise de négociation d'où sortiront quelques concessions de second ordre — diminution de la décimale du surplus primaire exigé, licence laissée au gouvernement grec d'organiser l'ajustement budgétaire comme il l'entend (et non sous la menue dictée de la troïka), promesse éventuelle d'une discussion sur la restructuration de la dette (en étant vraiment très optimiste).

C'est qu'il y a des raisons sérieuses à ce que rien de plus ne puisse être obtenu. On les connaît. L'Allemagne en fait partie. Qu'entre Sigmar Gabriel et Martin Schulz, la réaction du Parti social démocrate (SPD) ait été encore plus violente que celle d'Angela Merkel pourrait peut-être finir par faire apercevoir de quoi il y va vraiment dans la position allemande. Les principes d'orthodoxie dont l'Allemagne a exigé l'inscription dans les traités sont l'expression d'une croyance monétaire transpartisane et pour ainsi dire métapolitique — en amont des différenciations politiques. Elle n'est pas une affaire d'« idéologie politique » au sens ordinaire du terme, c'est-à-dire de quelque chose qui ouvrirait la perspective d'un retournement possible à échéance électorale, mais une construction symbolique de longue période qui donne leur cadre commun aux alternances.

C'est dire combien la thèse de l'« Allemagne de Merkel », cette argutie de raccroc pour tous les Bernard Guetta, faux appel à la patience d'une future « Europe social-démocrate » [2] quand le débris qu'est la social-démocratie européenne est entièrement passé à droite, c'est dire combien cette thèse était promise — par bêtise ou par cécité volontaire ? — à ne rien comprendre à ce qui se passe en Europe, et surtout à ce qui ne pourra jamais s'y passer, en tout cas dans sa configuration actuelle.

Ce qui ne pourra jamais s'y passer c'est qu'un pays, qui plus est du Sud, prétende s'être soustrait aux *principes* — le thème récurrent de tout le commentaire allemand sur la Grèce, c'est *la règle enfreinte*. Que cette règle ne convienne qu'à l'Allemagne, qu'elle soit la sienne même, que partout ailleurs ou presque son application forcenée ait tourné à l'un des plus grands désastres économiques de l'histoire européenne, rien de ceci ne produira le moindre bougé — et jusque dans les autres pays, notamment la France, en état de stupéfaction fusionnelle avec l'Allemagne, hommes politiques pour qui le « couple franco-allemand » est devenu un intouchable fétiche auquel tout sera aveuglément sacrifié, experts ressassant le catéchisme ordolibéral (dont même les économistes américains se tapent sur les cuisses qu'on puisse être bête à ce point de le prendre au sérieux), éditorialisme du gramophone.

C'est bien ici en tout cas que s'avèrera la malfaçon européenne. Le peuple allemand vit à sa manière la chose monétaire. C'est son droit le plus absolu. Mais il a choisi d'imposer sa manière à

tous les autres. Et les problèmes ne pouvaient qu'apparaître. Après cinq ans d'épuisement, et même de persécution économique, le peuple grec vient de dire que cette manière, il n'en voulait plus. Ce sera donc manière contre manière, et voilà pourquoi l'« alternative de la table » se trouve reconduite à l'identique — aux concessions cosmétiques près dont on fait les communiqués de victoire des deux bords.

Voir le dossier « L'Allemagne, puissance sans désir », *Le Monde diplomatique*, mai 2015. Il ne faut pas douter en effet de la réponse que donnerait l'électorat allemand s'il était consulté, sans doute d'autres avec lui, mais lui tout spécialement. Au lendemain du « non » grec, les incompatibilités européennes sont maintenant aiguës à un point qui réduit à très peu l'espace des compromis, et ne permet plus du tout d'exclure par exemple que le Parlement allemand, écrasante majorité sociale réunie derrière lui, rejette tout nouvel accord de l'Eurogroupe. Le référendum de Tsipras avait évidemment (aussi) à voir avec la préservation de sa coalition. Le refus de Merkel procédera des mêmes mobiles — auxquels il n'y a pas grand-chose à redire : à un certain moment les hommes politiques sont rappelés aux nécessités de leur politique nationale, celle qui les a mis là où ils sont.

Comme toujours la chasse aux lièvres sera ouverte et l'on verra le commentaire se précipiter avec passion sur toutes les fausses pistes : l'irresponsabilité des uns, l'égoïsme des autres, le défaut de solidarité de tous. Soit le fléau du moralisme. Car le moralisme est bien cette pensée indigente qui rapporte tout aux qualités morales des acteurs sans jamais voir ni les structures ni les rapports : rapports de force, de convenance ou de disconvenance, de compatibilité et de viabilité. On ne compose une totalité collective viable que si l'on met ensemble des parties qui entretiennent entre elles des rapports de compatibilité minimale. Et si cette compatibilité tombe sous un certain seuil critique, alors la totalité — tautologiquement — court à la décomposition. Le rapport entre la croyance monétaire allemande et les blocs d'affects de certains autres peuples européens est en train d'atteindre ce seuil. L'incompatibilité, restée masquée tant qu'un environnement macroéconomique pas trop défavorable permettait de tenir à peu près les objectifs, était vouée à devenir criante au premier point de crise sérieuse. Depuis 2009, nous y sommes.

Le droit des Allemands de ne pas vouloir voir enfreintes les règles auxquelles ils tiennent par-dessus tout est finalement aussi légitime que celui des Grecs à ne pas être précipités aux tréfonds de la misère quand on les leur applique. C'est donc d'avoir imaginé faire tenir ensemble durablement ces deux droits sans penser aux conditions où ils pourraient devenir violemment antagonistes qui était une mauvaise idée. Ou alors il faut disposer des institutions qui rendent un peu plus compatibles les incompatibles, par exemple une union de transfert, sous la forme d'une

(très significative) assurance-chômage européenne — le rapiéçage minimal quand, par ailleurs, tant de lourds problèmes demeurerait. Ceci en tout cas n'a rien d'une question de morale, c'est une question de structures, capables ou non d'accommoder des forces politiques centrifuges au sein d'un ensemble mal construit, et menacé d'une perte complète de viabilité pour n'avoir pensé aucune régulation de la divergence. Si l'Allemagne ne veut pas entendre parler d'annulation d'une (part de) dette qui ne peut qu'être annulée, il s'en suivra logiquement l'éclatement de la zone euro.

Et par tous les bouts. Car il ne faut pas s'y tromper : si d'aventure il se formait une coalition d'Etats-membres pour soutenir cette annulation, et plus généralement une réforme d'ampleur des principes monétaires de la zone, c'est l'Allemagne, éventuellement accompagnée de quelques semblables, qui menacerait de prendre le large, au nom de la défense de ses irréfragables principes — Gerxit et non Grexit, l'hypothèse constamment oubliée.

\* \* \*

Il ne faut donc pas se tromper dans l'appréciation de la portée de l'événement *OXI*. Il est des plus que douteux que le gouvernement Syriza obtienne davantage que des concessions marginales — dont il lui appartiendra de faire comme il peut une présentation triomphale... Mais ça n'est pas ainsi qu'il faut juger de l'événement, car c'est un ébranlement d'une tout autre sorte qui s'est produit dimanche 5 juillet. L'ébranlement d'un peuple entier entré en rébellion contre les institutions européennes. Et l'annonce d'un crépuscule — donc aussi d'une aube à venir.

Ce qui s'est trouvé enfin condamné et appelé à l'effacement historique sous cette poussée d'un peuple, c'est une époque et ses hommes. Nous allons enfin entrer dans l'agonie de l'économicisme, cette dégénérescence de la politique, une vocation à la non-politique qui, comme de juste, ne cesse pas de faire de la politique — de même que la « fin des idéologies » est le dernier degré de l'idéologie —, mais de la pire des façons, au tréfonds d'un mélange de mensonge et d'inconscience. Seuls de grands cyniques étaient capables de voir que le règne gestionnaire, la réduction economiciste de tout, qui se targuent de préférer l'administration des choses au gouvernement des hommes, comme l'auront répété en boucle tout ce que le néolibéralisme a compté d'idiots utiles, seuls de grands cyniques, donc, étaient capables de voir qu'il y avait dans cette profession de foi anti-politique la plus sournoise des politiques.

Quitte à être du mauvais côté de la domination, il faut regretter qu'il n'y ait pas plus de cyniques. Eux au moins réfléchissent et ne se racontent pas d'histoires — ni à nous. On leur doit l'estime d'une forme d'intelligence. Mais quand les cyniques manquent ce sont les imbéciles qui prolifèrent. Le néolibéralisme aura été

leur triomphe : ils ont été partout. Et d'abord au sommet. Une génération d'hommes politiques non-politiques. Le pouvoir à une génération d'imbéciles, incapables de penser, et bien sûr de faire de la politique. Le gouvernement par les ratios est le seul horizon de leur politique. On comprend mieux le fétichisme numérolgique qui s'est emparé de toute la construction européenne sous leur conduite éclairée : 3 % [3], 60 %, 2 %. Voilà le résumé de « l'Europe ». On comprend que ces gens soient réduits à la perplexité d'une poule devant un démonte-pneu quand survient quelque chose de vraiment politique — un référendum par exemple. La perplexité et la panique en fait : la résurgence des forces déniées est un insupportable retour du refoulé. Qu'il y ait des passions politiques, que la politique soit affaire de passions, cela n'était pas prévu dans le tableur à ratios. Aussi observent-ils, interdits, les événements vraiment politiques : la quasi-sécession écossaise, les menaces équivalentes de la Flandre ou de la Catalogne — le sursaut grec, évidemment. Le choc de l'étrangeté est d'ailleurs tellement violent qu'ils s'efforcent spontanément de le recouvrir. Comme la guerre de Troie, les référendums n'ont pas eu lieu.

En une tragique prédestination à l'échec, c'est à cette génération qu'a été remise la construction européenne. On lui aura dû cette performance, appelée à entrer dans l'histoire, d'une monnaie unique sans construction politique — catastrophe intellectuelle typique de l'économicisme qui croit à la souveraineté de l'économie, et pense que les choses économiques tiennent d'elles-mêmes. Même leur réveil tardif, et brutal, est aussi pathétique que le sommeil épais d'où il les tire : « il faut une Europe politique ! » Mais le pyjama est de travers, le cheveu en bataille et les idées encore un peu grumeleuses. C'est qu'il ne suffit pas d'en appeler à une Europe politique pour qu'*ipso facto* elle adienne. La formation des communautés politiques n'est pas un jeu de Meccano. Comment fait-on vivre ensemble des idiosyncrasies hétérogènes ? Par quelles formes institutionnelles peut-on espérer réduire leurs incompatibilités *ex ante* ? Quelles sont les contraintes d'une économie générale de la souveraineté ? Quelles sont les conditions de possibilité d'acceptation de la loi de la majorité ? Sont-elles nécessairement remplies ? Et dans le cas présent ? Tiens, on va aller poser toutes ces questions à Michel Sapin.

Lire « Un peuple européen est-il possible ? », *Le Monde diplomatique*, avril 2014. Comme un symptôme du degré ultime de soumission à l'ordre des choses qu'aura incarné la « social-démocratie », c'est en effet au Parti socialiste qu'on trouve les plus beaux spécimens de la catastrophe : Sapin donc, mais aussi Macron, Valls, Moscovici, et bien sûr, *primus inter pares*, Hollande. Les figures ahuries du gouvernement des ratios et, en temps de grande crise, les poules dans une forêt de démonte-

pneu. Un cauchemar de poules. Il faut les regarder tourner ces pauvres bêtes, désorientées, hagardes et incompréhensibles, au sens étymologique du terme *stupides*. Tout leur échappe. D'abord il y a belle lurette que les ratios ont explosé à dache, mais la vague angoisse qui les gagne leur fait bien sentir que c'est plus grave que ça : ça pourrait ne plus être une affaire de ratios... La pensée par ratios risque de ne plus suffire. Il faudrait refaire « cette chose... » : de la politique. « Mais comment faire ? Nous ne savons pas ».

On le sait qu'ils ne savent pas. Le pire, d'ailleurs, c'est quand ils font comme s'ils savaient. Qu'ils s'essayent à la « vision ». « *Il faut que les jeunes Français aient envie de devenir milliardaires* », voilà la pensée des ratios dans son effort de « prendre de la hauteur ». Les ratios en hauteur, ça donne ça : la vision civilisationnelle d'Emmanuel Macron. Voici les gens que nous mandatons pour nous conduire. Mais où peuvent-ils nous emmener si ce n'est au désastre — civilisationnel, précisément ? Comment imaginer que l'Europe à tête de bulot ait pu aller ailleurs qu'au naufrage ? Quelqu'un depuis vingt ans a-t-il éprouvé le moindre tremblement à un discours européiste ? Senti le moindre souffle ? Peut-on composer une épopée autre que grotesque lorsqu'on met bout à bout les odes à l'Europe sociale d'Elisabeth Guigou et de Martine Aubry, les bafouillements de Jacques Delors, les chuintements de Jean-Claude Juncker, les hystéries de Cohn-Bendit, les commercialismes de Lamy, les fulgurances charismatiques de Moscovici, et tant d'autres remarquables contributions à la chronique d'un désastre annoncé ? La vérité est qu'il suffisait de les écouter, ou plutôt de tendre l'oreille, en fait de percevoir l'absence de toute vibration, pour se pénétrer de la certitude de l'échec : une entreprise historique conduite par des gens de cette étoffe ne pouvait qu'échouer.

Il ne faut pas faire acception de cas singuliers : c'est bien une génération entière qui est en cause. La génération du néolibéralisme. Les autres pays ont les leurs, les mêmes : Barroso, Renzi, Monti, Zapatero, Verhofstadt, etc., tous ont été formés dans la même matrice, la matrice d'une *époque*. Comment l'économisme néolibéral qui est une gigantesque dénégation du politique ne pouvait-il pas engendrer sa génération d'hommes politiques ignorants de la politique ? « Abandonnez ces sottises, regardez les ratios, ils ne sont ni de droite ni de gauche », on ne compte plus les décérébrés qui, répétant cet adage, auront cru s'affranchir de la politique, en faisant la pire des politiques : la politique qui s'ignore.

Et ceux-là auront été partout, pas seulement sous les lambris. Car c'est tout un bloc hégémonique qui aura communié dans la même éclipse. A commencer par ses intellectuels organiques, si vraiment on peut les appeler des intellectuels puisque, de même qu'il a fait dégénérer les hommes politiques, le néolibéralisme

n'a produit que des formes dégénérées d'intellectuels : les experts. Et forcément : l'économicisme néolibéral ne pouvait se donner d'autres « intellectuels » que des économistes. Les dits *think tanks* auront été la fabrique de l'intellectuel devenu ingénieur-système. A la *République des Idées* c'était même un projet : en finir avec les pitres à chemise échanquée, désormais le sérieux des chiffres — la branche universitaire de la pensée des ratios.

Et derrière eux toute la cohorte des perruches — les journalistes. Fascinés par le pseudo-savoir économique auquel ils n'ont aucun accès de première main, ils ont gravement répété la nécessité de commandements économiques auxquels ils ne comprennent rien — de la même manière, on peut le parier, que, têtes vides, ils se la laisseront remplir par le nouvel air du temps et soutiendront exactement l'inverse dès que les vents auront tourné.

Il faut déjà les imaginer perturbés et angoissés par le conflit renaissant des autorités, comme des enfants devant la dispute des parents. Car on entend des économistes dissonants — si ce ne sont que des hétérodoxes, ça n'est pas trop grave. Mais il y a aussi ces prix Nobel qui disent autre chose — c'est tout de même plus sérieux. Pire encore, de l'intérieur même de la curie, du dissensus se fait entendre : des économistes du FMI suggèrent *mezza voce* qu'il aurait pu y avoir quelques erreurs... du FMI, une sombre histoire de multiplicateur [4], mais on comprend bien que l'édifice doctrinal n'était pas, comme on le croyait, en marbre de Carrare. Que le monde ait été plongé en plein chaos en 2008, que des pays européens se tapent des descentes façon Grande Dépression années trente, non, cela ne pouvait avoir aucun effet sur les perruches, tant que la volière restait bien arriérée : ouvrir les yeux pour s'interroger ne sert à rien puisqu'il suffit d'écouter les réponses qui font autorité. Mais quand l'autorité commence à se craqueler, et que le clou menace de céder ?...

Pour l'heure il tient encore. On dépayse la volière et les perruches prennent le chemin d'Aix-en-Provence, où l'on va se réchauffer, et se rassurer, entre soi. On reviendra dûment regonflé en répétant les éléments de langage avec d'autant plus de conviction qu'ils ne sont pas reçus comme des éléments de langage mais comme des évidences qui parlent d'elles-mêmes : réforme, ne-pas-dépenser-plus-qu'on-ne-gagne (enfin-c'est-élémentaire), la-dette-qu'on-va-laisser-à-nos-enfants. Et puis pour les plus doués, ceux qui sont en classe supérieure : archéo-keynésianisme. C'est Emmanuel Macron qui le dit, et comme nous l'avons vu, c'est quelqu'un. Evidemment la perruche ignore cette phrase de Keynes, à qui ce serait faire insulte que de le mettre en simple comparaison avec Macron, cette phrase qui dit qu'il n'est pas de dirigeant politique qui ne soit l'esclave qui s'ignore d'un économiste du passé. C'est peu dire que Macron fait partie de ces esclaves inconscients et ravis. Et pour cause : il ne connaît

même pas son maître. On va le lui indiquer. Son maître s'appelle Pigou. Une espèce d'Aghion de l'époque qui a si bien plaidé la cause de l'ajustement par les marchés que Hoover, Brüning et Laval ont dans un bel ensemble précipité leurs économies dans l'effondrement de la Grande Dépression. Emmanuel Macron, qui a appris à l'ENA l'économie dans la même version que son président l'histoire — pour les Nuls — ronronne de contentement en s'entendant dire « *archéo-keynesien* ». Et les perruches caquètent de joie tout autour. Le problème c'est qu'il est, lui, paléo-libéral. Et qu'il ajoute son nom à la série historique des années trente.

Et puis il y a l'élite : les twittos à selfie. Même au milieu des ruines fumantes de l'Europe effondrée, eux ne lâcheront rien : ce sera toujours la faute à autre chose, les Grecs feignants, les rouges-bruns, la bêtise des peuples, l'erreur, quand même il faut le dire, de trop de démocratie. Mais tous les systèmes ont leurs irréductibles acharnés et leurs obturés du jusqu'au bout.

Têtes politiques en gélatine, experts de service, journalisme dominant décérébré, voilà le cortège des importants qui aura fait une époque. Et dont les réalisations historiques, spécialement celle de l'Europe, seront offertes à l'appréciation des temps futurs. Il se pourrait que ce soit cette époque à laquelle le référendum grec aura porté un coup fatal. Comme on sait, il faut un moment entre le coup de hache décisif et le fracas de l'arbre qui s'abat. Mais toutes les fibres commencent déjà à craquer. Maintenant il faut pousser, pousser c'est-à-dire refaire de la politique intensément puisque c'est la chose dont ils ignorent tout et que c'est par elle qu'on les renversera.

L'histoire nous livre un enseignement précieux : c'est qu'elle a des poubelles. Il y a des poubelles de l'histoire. Et c'est bien. On y met les époques faillies, les générations calamiteuses, les élites insuffisantes, bref les encombrants à oublier. Alors tous ensemble, voilà ce qu'il faudrait que nous fassions : faire la tournée des rebuts, remplir la benne, et prendre le chemin de la décharge.

#### NOTES

[1] Thomas Piketty, « Ceux qui cherchent le Grexit sont de dangereux apprentis-sorciers », *Le Monde*, 4 juillet 2015.

[2] Bernard Guetta, « De l'urgence de savoir défendre l'Europe », *Libération*, 26 février 2013.

[3] Cf. « La règle des 3 % de déficit est née sur un coin de table », *Le Monde diplomatique*, octobre 2014.

[4] Olivier Blanchard et Daniel Leigh, « Growth Forecast Errors and Fiscal Multipliers » (PDF), *IMF Working Paper*, janvier 2013.